



Communiqué de presse du 20 juillet 2006

Les fédérations CGT, FO et CFE-CGC des Industries Electrique et Gazière se sont réunies, le jeudi 20 juillet 2006, pour examiner les suites à donner à l'action engagée contre la fusion – privatisation de Gaz de France.

Pendant les mois de juillet et août les 3 fédérations vont continuer à s'adresser aux élus de la nation, aux consommateurs (usagers) et aux agents pour apporter leurs explications sur les conséquences désastreuses de la privatisation de Gaz de France.

De plus, les 3 fédérations décident de faire du 12 septembre une journée nationale d'initiatives et d'actions avec les modalités suivantes :

- **Délégations communes auprès des groupes parlementaires**
- **Manifestations et arrêts de travail selon les initiatives locales**
- **Rassemblement devant l'Assemblée Nationale**

Cette journée permettra de marquer la détermination des agents, au moment où devrait avoir lieu le débat parlementaire sur la loi de privatisation de Gaz de France.

Les pouvoirs publics n'ont pas compris les inquiétudes des parlementaires exprimées en audition des commissions de l'Assemblée Nationale. Les Présidents des entreprises n'ayant pas d'argumentaires techniques sérieux, inondent les journaux de publicités en vue d'influencer l'opinion publique.

Malgré cette débauche de moyens, le vote de la privatisation n'est pas acquis.

Face à l'obstination renforcée des Présidents des deux groupes qui continuent d'annoncer publiquement la fin du secteur public gazier, les fédérations CGT, FO et CFE-CGC réaffirment leur détermination à combattre la privatisation et continueront de se concerter pendant les mois de juillet et août.